

POINT DE SITUATION, PERSPECTIVES DE LA RELATION FRANCO-CANADIENNE

Par Barthélémy COURMONT

Chercheur à l'IRIS

Assisté de Monica Bieniewski et Kristan Seibel

Assistantes de recherche à l'IRIS

Marché public n°2005/005

Synthèse

Les relations entre la France et le Canada dans le domaine politico-stratégique se limitent souvent à des déclarations d'intentions dans lesquelles apparaissent des approches communes sur la multipolarité ou les valeurs humaines et sécuritaires. Paris et Ottawa sont des alliés, mais ce partenariat s'inscrit dans une logique transatlantique dans laquelle le Canada est souvent perçu comme secondaire, la relation avec les Etats-Unis étant généralement privilégiée. Afin d'améliorer les relations entre la France et le Canada, il est nécessaire de s'interroger sur la place d'Ottawa sur la scène internationale (et son retrait), ainsi que dans l'espace nord-américain.

La question de la relation avec Washington est, avec le retrait progressif d'Ottawa sur la scène internationale, l'élément principal de la réflexion sur la politique étrangère canadienne. De nombreux signes semblent indiquer que le partenariat très étroit entre les deux voisins d'Amérique du nord a été soumis, depuis quelques années, à rude épreuve. Les lignes de fractures sont clairement apparues sous l'administration Bush, et expliquent les dissonances ayant opposé les dirigeants canadiens et leurs alliés américains. Pourtant, Ottawa ne peut se permettre de ne pas prendre en compte cette évolution chez son puissant voisin, et nous pouvons même considérer que les réformes canadiennes dans le domaine de la sécurité et de la protection du territoire, mais également dans la diplomatie, avec la réforme du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, s'inscrivent dans cette logique. Ainsi, parallèlement au désir de prôner le multilatéralisme, le Canada s'adapterait par

défaut à la vision hémisphérique de Washington, que l'administration Bush a imposée après les attentats du 11 septembre.

Le Canada cherche à mettre en avant ses spécificités, à la fois en distinguant ses objectifs de ceux de Washington, et en affirmant son soutien pour le multilatéralisme. Sur ce point, les gouvernements libéraux et conservateurs partagent des approches communes, et conformes aux souhaits de l'opinion publique canadienne, et il serait là encore erroné de croire que l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, dont il convient au passage de rappeler qu'ils dirigent un gouvernement minoritaire (et donc particulièrement sensibilisé par les positionnements des autres forces politiques du pays), change considérablement la donne.

Enfin, le dernier grand défi pour Ottawa, parfois mal perçu à l'extérieur, concerne l'unité nationale et le maintien du fédéralisme. Le Canada doit en effet faire face à de nombreux défis concernant son unité, entre le Québec qui pourrait facilement (et à échéance de deux ans) proposer un nouveau référendum sur sa souveraineté, et l'Alberta qui, pour des raisons essentiellement économiques, se tourne de plus en plus vers les Etats-Unis, et s'interroge désormais sur son appartenance dans l'Union. Les mêmes interrogations concernent, par extension, l'ensemble de l'Ouest canadien et donc l'existence même du Canada, qui pourrait s'il n'y prend garde être confronté à une véritable explosion du fédéralisme. Il n'est donc pas anodin que de nombreux experts canadiens se penchent de près sur le fédéralisme européen, à la fois pour mettre en garde les citoyens européens devant un système qu'ils critiquent volontiers, mais également afin de voir dans quelle mesure la construction européenne peut leur permettre d'affiner leur propre perception du fédéralisme.

Sur toutes ces questions, la relation avec la France est à la fois riche et ambivalente. Riche par ses antécédents historiques et ses liens culturels forts, en particulier avec la province du Québec. Ambivalente par la difficulté parfois notable à saisir le lien unissant d'une part Paris à Ottawa, et d'autre part Paris à Québec. Afin d'envisager l'avenir de cette relation, et de permettre une convergence de vue offrant des possibilités de partenariat sur certains dossiers, notamment sécuritaires, il est nécessaire de mesurer la place du Canada sur la scène internationale, sa relation avec les Etats-Unis et son insertion dans l'espace

nord-américain. Il est également utile de voir dans quelle mesure les valeurs défendues par Ottawa sont proches de celles de Paris, et si les perspectives d'une modification en profondeur du rapport au fédéralisme ne risque pas d'avoir des effets sur la relation avec la France (notamment dans le cas du Québec). Ce n'est qu'en mettant à jour ces différents éléments qu'il sera possible de redéfinir la relation entre la France et le Canada.